



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Prix de l'énergie et superprofits

Question au Gouvernement n° 1433

### Texte de la question

#### PRIX DE L'ÉNERGIE ET SUPERPROFITS

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Marie Pochon.

**Mme Marie Pochon** . En moins de trois semaines, le gaz a bondi de 50 %, le pétrole de 27 %, et l'essence dépasse désormais 2 euros le litre en France.

Chez moi, à Buis-les-Baronnies, à Tulette ou à Peyrus, ce sont des aides à domicile, des artisans, des agriculteurs, des taxis, pourtant également transporteurs sanitaires, qui galèrent ; des familles qui ne partent plus en vacances ; des rendez-vous que l'on décale ; l'isolement qui se renforce ; les stocks que l'on fait pour la suite ; un logement qu'on ne chauffe plus « en attendant que ça aille mieux ». On s'inquiète et des bombes qui pleuvent et du prix des courses du lendemain – en attendant que ça aille mieux.

Mais vous le savez comme moi : pour les classes populaires, ça n'est pas allé mieux après la crise des gilets jaunes. Et ça n'ira pas mieux non plus demain. Tant que notre alimentation, notre chauffage, nos capacités de production et nos moyens de déplacement dépendront de ce qui se passe à l'autre bout du monde, ça n'ira pas mieux. Tant que vous laisserez TotalEnergies faire la loi dans le pays (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS*) en choisissant comme bon lui chante de plafonner ou non ses prix à la pompe, ça n'ira pas mieux. Il est là, le vrai enjeu de la souveraineté nationale. (*Mme Cyrielle Chatelain applaudit.*)

Pourtant, pour certains, ça va toujours, et même de mieux en mieux : les multinationales des fossiles, qui accumulent plus de 2,5 milliards d'euros de superprofits en Europe pour le seul mois de mars. Plus de 1 milliard pour TotalEnergies pour avoir acheté des stocks au plus bas et les avoir revendus à prix d'or !

**Mme Danielle Simonnet** . Quelle honte !

**Mme Marie Pochon** . L'Allemagne, l'Espagne, l'Autriche, l'Italie, le Portugal appellent à taxer ces superprofits, pas la France. Monsieur le ministre de l'économie, qu'attendez-vous pour récupérer ces milliards ? Qu'attendez-vous pour les rendre aux Français qui en ont besoin pour travailler et pour vivre ? Qu'attendez-vous pour encadrer les marges ? Pour rendre accessibles à prix coûtant cent aliments sains comme vous l'ont demandé les associations ? Pour remettre en route le leasing social, pour indexer les salaires sur l'inflation ? Qu'attendez-vous pour faire en sorte que ça aille un peu moins bien pour les profiteurs de guerre, mais beaucoup mieux pour les gens ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EcoS. – M. Dominique Potier applaudit également.*)

Monsieur le ministre de l'économie, allez-vous enfin taxer les superprofits de TotalEnergies ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS. - M. Dominique Potier applaudit également.*)

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'énergie.

**Mme Maud Bregeon**, *ministre déléguée, porte-parole du gouvernement, et ministre déléguée chargée de l'énergie*. Je suis d'accord avec vous sur l'analyse et le diagnostic : il est urgent de sortir de nos dépendances, qu'elles soient énergétiques, notamment pour nous chauffer, ou alimentaires. (*M. Jimmy Pahun applaudit.*) Il en est souvent question ici et je vous renvoie à la troisième programmation pluriannuelle de l'énergie publiée par le premier ministre, qui fixait comme objectif la sortie de cette dépendance.

**M. Antoine Vermorel-Marques** . Grâce au parc nucléaire !

**Mme Maud Bregeon**, *ministre déléguée* . Quelque 60 % d'énergie fossile importée, pour 60 milliards d'euros par an, cela pèse sur notre souveraineté, sur le pouvoir d'achat des Français et sur le climat.

Je vous renvoie ensuite au plan d'électrification que nous présenterons dans les jours à venir, dont le leasing social, que vous évoquiez, fera évidemment partie. Comment changer de vecteur énergétique dans les logements individuels et collectifs ? Comment changer de modes de déplacement ?

**Mme Sandrine Rousseau** . Au bout de combien de crises ?

**Mme Maud Bregeon**, *ministre déléguée* . Vous savez que nous avons beaucoup travaillé sur ces questions, nous continuerons et j'espère que vous serez à nos côtés pour le faire.

S'agissant en revanche pour l'État d'imposer un plafonnement du prix, le blocage des prix,...

**Mme Marie Pochon** . L'encadrement des marges !

**Mme Maud Bregeon**, *ministre déléguée* . ...l'encadrement des marges, nous avons un désaccord majeur. (*Exclamations sur les bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.*) En effet, dans un marché qui est mondial – l'augmentation des cours, dont nous payons le prix sur le sol français, se produit à l'échelle internationale –, bloquer les prix n'a pas de sens, pas plus que d'encadrer les marges, puisque nous suivons déjà leur évolution auprès des distributeurs et que nous nous sommes engagés dès le début à prévenir toute augmentation de marges induite de leur part. En l'occurrence, nous n'en avons pas observé – les données concernées sont publiques. (Mêmes mouvements.)

Je terminerai sur la taxation des surprofits, que j'ai évoquée tout à l'heure. Il existe, en effet, une initiative en ce sens à l'échelle de l'Union européenne. Nous n'y ferons absolument pas la porte : le premier ministre nous a demandé d'investiguer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR. – Les exclamations vont crescendo sur les bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.*)

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Marie Pochon.

**Mme Marie Pochon** . Un milliard de superprofits pour TotalEnergies pour ce seul mois de mars ! Vous préférez protéger les intérêts de ce groupe plutôt que les Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*)

**Mme Danielle Simonnet** . Exactement ! Honte à vous !

## Données clés

**Auteur** : [Mme Marie Pochon](#)

**Circonscription** : Drôme (3<sup>e</sup> circonscription) - Écologiste et Social

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1433

**Rubrique** : Énergie et carburants

**Ministère interrogé** : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

**Ministère attributaire** : Porte-parole du Gouvernement et Énergie

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée le : 8 avril 2026**

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 avril 2026